

Communiqué de presse pour publication immédiate

Consultations pré-budgétaires

Pour un meilleur financement d'AccèsLogis et des mesures spécifiques aux régions éloignées, l'ALOCAT fera entendre les mal logé-es.

Rouyn-Noranda, le 30 janvier 2018 — Alors que débutent les consultations pré-budgétaires du gouvernement québécois, l'Association des locataires de l'Abitibi-Témiscamingue (ALOCAT) tend le porte-voix aux mal-logé-es. Afin de réclamer au gouvernement Couillard un meilleur financement d'AccèsLogis et l'ajout de mesures spécifiques pour les régions éloignées, l'ALOCAT débute aujourd'hui une campagne dont l'objectif est de porter au grand jour une réalité que les chiffres ne peuvent illustrer à eux seuls. Le lancement officiel de cette campagne se fait aussi en appui au Front populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) dont quelques centaines de membres manifestent aujourd'hui à Montréal, également pour un meilleur financement d'AccèsLogis.

Pour le coordonnateur de l'ALOCAT, c'est d'abord l'insuffisance de fonds accordés à ce programme qui rend difficile la réalisation de projets de logements sociaux en Abitibi-Témiscamingue. « *Au lieu de se priver d'importants revenus en baissant les impôts, le gouvernement devrait s'assurer que les droits fondamentaux, comme celui à un logement adéquat, soient mieux respectés au Québec* », affirme Bruce Gervais. L'ALOCAT soutient également que de mener des consultations pré-budgétaires « *en ligne* » n'est certes pas un moyen démocratique d'entendre la population, sachant qu'au Québec 20% des ménages dont le revenu n'excède pas 20 000 dollars ne sont pas « branchés » (CEFRIO 2016), alors qu'en Abitibi-Témiscamingue, les coûts reliés à ce service sont plus élevés qu'ailleurs. « *Ceux qui n'ont pas les moyens de se payer une connexion à Internet sont ceux dont les revenus suffisent à peine à se vêtir, à se nourrir et à payer le loyer. Ce sont ces personnes qui ont besoin d'un logement social et sont donc ceux et celles qu'on devrait entendre à des consultations pré-budgétaires dignes de ce nom. Et comme si de rien n'était, on les prive de leur voix au chapitre* » dénonce M. Gervais.

Donner une voix aux sans voix

L'ALOCAT rappelle que les besoins de logements décentes et véritablement abordables pour les gens à modeste et à faible revenus sont criants en Abitibi-Témiscamingue. À ce titre, Bruce Gervais rappelle que selon les données du dernier recensement, le nombre de ménages locataires consacrant une part démesurée de leur revenu pour se loger s'élève maintenant à 2100 à Rouyn-Noranda à 1870 à Val d'Or, à 600 et 800 pour La Sarre et Amos. « Et derrière ses chiffres-là se cachent des drames, que le gouvernement doit cesser d'ignorer. Ce que l'ALOCAT fera au cours des prochains mois, et jusqu'à l'élection de l'automne prochain, c'est de s'assurer qu'il ne puisse pas les ignorer, qu'il en prenne acte » précise le porte-parole de l'ALOCAT.

À l'instar du FRAPRU, l'ALOCAT croit que la construction de logement n'est pas suffisamment financée mais aussi que des paramètres d'AccèsLogis, comme les coûts de construction qui n'ont pas été indexés depuis 2009, font démesurément augmenter la contribution du milieu. Or, différentes mesures qui ont prouvé leur efficacité ici même en Abitibi-Témiscamingue ont été coupées dans la vague des mesures d'austérité adoptées ces dernières années.

Pour répondre aux besoins les plus urgents, il faut réaliser au moins 750 logements sociaux en Abitibi-Témiscamingue, 50 000 au Québec. « Les surplus budgétaires et les sommes annoncées par le fédéral, dans la Stratégie canadienne sur le logement, rendent cela tout à fait possible », conclut le porte-parole.